

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=156

La social-démocratie désemparée à l'ère du réformisme social-démocrate

- Écrits -

Date de mise en ligne : lundi 29 novembre 2010

Date de parution : 21 septembre 1993

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

Ernest Mandel a écrit cet article pour Inprecor et International Viewpoint d'octobre 1993, où il devait servir d'introduction à un dossier consacré à la social-démocratie. Vu l'ampleur de cet article qui dépassait le contenu d'alors de nos magazines il n'a pas pu paraître. Cette étude est donc datée. Il nous semble cependant, que malgré l'écoulement de près de douze ans depuis son écriture, cet article éclaire la crise de la social-démocratie. Celle-ci a continué à s'aggraver (comme le montrent les scissions en cours en Allemagne et les divisions du PS en France) de concert avec une distanciation de plus en plus grande des appareils sociaux-démocrates avec les couches populaires (les résultats des référendums sur le Traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas en témoignent). Les tendances de transformation sociale des appareils sociaux-démocrates prudemment analysées par l'auteur se sont approfondies. Profondément attaché à l'analyse de la réalité et toujours à l'affût des informations les plus récentes lui permettant de confirmer ou d'infirmer ses analyses, Ernest Mandel ne se serait certainement pas satisfait de la publication de cet article aujourd'hui, sans procéder à une profonde mise à jour. Par ailleurs, pour des raisons de place et parce que certaines informations insérés dans la dernière partie de l'article, alors d'une brûlante actualité mais aujourd'hui datées, nous avons effectué quelques coupes, indiquées par : (). Enfin nous avons gardé l'appareil des notes de l'auteur et l'avons complété par quelques notes de la rédaction, insérées entre parenthèses carrées [] et mentionnées comme des « notes de la rédaction » : « ndlr. »

Depuis la révolution d'octobre, le mouvement ouvrier est confronté avec le choix entre deux pratiques politiques. C'est aussi un choix entre deux stratégies.

Ce choix ne concerne pas l'opportunité de la lutte pour les objectifs immédiats, tant économiques que politiques. Il ne concerne pas une option pour ou contre la participation aux élections et la présence dans les assemblées élues, non seulement à des fins de propagande mais aussi pour arracher le vote de lois en faveur des salarié(e)s et d'autres exploité(e)s et opprimé(e)s (1).

Marx a lutté systématiquement pour la réduction légale de la journée (semaine) de travail. Il a combattu avec résolution la surexploitation des ouvrières et le travail des enfants. Engels a cherché à étendre à tous les pays la lutte pour la journée de 8 heures et pour le suffrage universel simple et égal pour tou(te)s les citoyen(ne)s (2).

Dans les conditions particulières de la Russie tsariste, Lénine a suivi une ligne semblable avec encore plus d'emphase.

Ces combats étaient fondés sur la conviction qu'une classe ouvrière misérable, incapable de se battre pour son intégrité physique et morale, serait également incapable de se battre pour une percée vers une société sans classes. L'histoire a confirmé ce diagnostic. Des révoltes de la faim n'ont nulle part débouché sur une lutte anticapitaliste systématique, sur une lutte pour un monde meilleur. La voie tracée par Marx et les marxistes a par contre engendré une telle prise de conscience pour des millions d'exploité(e)s.

Ce qui oppose cependant marxisme révolutionnaire et réformisme social-démocrate, c'est l'attitude à l'égard du pouvoir de classe économique et politique du Capital. C'est du même fait une attitude fondamentalement différente à l'égard de l'État bourgeois.

Le réformisme, c'est l'illusion d'un démantèlement graduel du pouvoir du Capital. On nationalise d'abord 20 %, puis 30 %, puis 50 %, puis 60 % de la propriété capitaliste. Ainsi le pouvoir économique du Capital se dissout petit à petit. On arrache à la bourgeoisie d'abord une grande métropole, puis deux municipalités, puis la majorité parlementaire, puis le pouvoir de dicter les programmes d'enseignement, puis la majorité du tirage des journaux, puis le contrôle de la police municipale, puis le pouvoir de sélection de la majorité des hauts fonctionnaires, des magistrats et des officiers : le pouvoir politique du Capital s'évanouirait de même.

Le réformisme est donc essentiellement gradualisme. Le véritable théoricien du réformisme fut par conséquent le père du « révisionnisme », Eduard Bernstein, avec sa célèbre formule : « le mouvement est tout, le but n'est rien » (3). La social-démocratie allemande d'aujourd'hui renchérit : goutte à goutte, nous dissoudrons la pierre. On passe de l'histoire humaine à celle des formations géologiques. Combien de millénaires faut-il pour qu'une pierre se dissolve ?

Le marxisme révolutionnaire, c'est le rejet de l'illusion gradualiste. L'expérience confirme que nulle part, dans aucun pays, la bourgeoisie n'a perdu son pouvoir économique et politique par la voie gradualiste. Les réformes peuvent affaiblir ce pouvoir. Elles ne peuvent l'abolir. ()

La société, comme la nature, a horreur du vide. Cela correspond à la forte tendance centralisatrice inhérente au degré du développement atteint par les forces productives. Chaque ville, pour ne pas dire chaque usine, ne peut avoir sa propre monnaie, sa propre douane, sa propre politique des prix, sa propre centrale de télécommunications, voire son propre hôpital. Il peut y avoir une période de dualité de pouvoirs entre le règne du Capital et le règne de la classe des salarié(e)s. Mais l'histoire confirme que cette période ne peut être que de courte durée. Si la classe des salarié(e)s ne réussit pas à construire son propre pouvoir centralisé, l'État bourgeois se maintient ou se reconstruit. C'est la leçon principale de toutes les révolutions du XXe siècle. C'est le bilan positif de la révolution d'octobre. C'est le bilan négatif de la révolution allemande et de la révolution espagnole, les deux principales révolutions prolétariennes défaites.

La stratégie social-démocrate ne diffère pas de la stratégie marxiste révolutionnaire par un rejet plus radical de la violence. Les révolutionnaires peuvent même renvoyer la balle dans l'autre camp. Dans la mesure où la classe des salarié(e)s et les autres couches d'exploité(e)s et d'opprimé(e)s constituent la majorité, voire la majorité écrasante de la population adulte, l'utilisation de la violence est pour elle marginale, voire contre-productive pour créer le pouvoir du prolétariat. L'essentiel, pour le triomphe de la révolution prolétarienne dans ces conditions, c'est la conquête d'une nouvelle légitimité. Ce modèle de la conquête du pouvoir, c'est la révolution d'octobre à Petrograd. On dit à juste titre qu'elle a coûté moins de morts qu'il n'y en a par accidents de la circulation un week-end dans n'importe quel grand pays. ()

Nous sommes convaincus qu'avec une orientation audacieuse, résolue, cohérente de la majorité du mouvement ouvrier à des moments d'actions de masse impétueuses, généralisées, le même processus aurait pu se reproduire en mai 1968 en France et pendant l'automne chaud en 1969 en Italie. La grande majorité des soldats aurait refusé de tirer sur leurs frères, leurs soeurs, leurs pères, leurs mères, leurs compagnons de travail. De Gaulle, qui ne manquait pas d'intelligence tactique, a partagé ce jugement. C'est pourquoi il n'a pas envoyé la troupe tirer sur les grévistes, il l'a enfermée dans les casernes, de peur qu'elle ne passe du côté du peuple.

Au moins d'importantes fractions de la bourgeoisie, pas contre, s'accrochent désespérément au pouvoir, même en face de l'immense majorité des citoyen(ne)s. Comme « Mme Veto » [surnom de Marie-Antoinette en 1791], elles sont prêtes à faire égorger tout Paris, tout Barcelone et Madrid, tout Berlin, tout Milan et Turin, tout Vienne, tout Shanghai, tout Djakarta, tout Santiago du Chili pour sauver leur pouvoir de classe. Si on leur en laisse les moyens, elles font couler des fleuves de sang (4).

La droite social-démocrate qui s'oppose à la prise de pouvoir révolutionnaire en fait ne réduit guère le développement de la violence. Elle l'encourage au contraire, au moins objectivement si pas délibérément.

La contre-révolution graduelle commencée par Noske, Ebert, Scheideman en décembre 1918-janvier 1919, avec l'aide des Freikorps, père des futurs SA et SS, n'est pas seulement passée sur les cadavres de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht, de Léon Jogiches, de Hugo Haase. Elle est passée sur les cadavres de milliers de prolétaires assassinés entre 1919 et 1921, des centaines de prolétaires tués entre 1930 et 1933. Elle a débouché sur les

hécatombes causées par la dictature nazie. ()

Rappelons par ailleurs, que la droite social-démocrate a pleinement accepté la violence de la première guerre mondiale dans les pays belligérants. Cette violence entraîna entre 10 et 20 millions de morts. De même qu'à la bourgeoisie, la guerre lui paraissait « normale », « naturelle », inévitable. La violence de la lutte pour le pouvoir par contre est considérée comme « anormale », « évitable » voire illégitime.

Dans ce sens, le 4 août 1914, l'acceptation de la guerre impérialiste par la droite social-démocrate, marque aussi un tournant décisif dans l'histoire du XXe siècle. La violence inhumaine et massive est acceptée sans résistance ni révolte permanentes. Seules des minorités réduites sauvent l'honneur. La capacité d'indignation se réduit sensiblement. La passivité, la résignation, le cynisme à l'égard des massacres, voire des tortures, s'étendent (5). A ce propos aussi, la responsabilité historique de la droite social-démocrate est écrasante.

Le réformisme social-démocrate et le devenir du capitalisme

Si la prise du pouvoir révolutionnaire implique qu'il faut agir rapidement, c'est aussi pour une raison plus profonde. Le pouvoir du Capital, y compris les appareils de répression qui le couvrent, se distingue par une cohésion interne élevée. Trotsky a remarquablement analysé à ce propos, dans « Où va la France ? », la nature particulière du corps des officiers, conforme à sa fonction, qui reflète cette cohésion (6).

Il est pratiquement impossible d'ébranler cette cohésion en temps normaux. Ce n'est qu'à des moments exceptionnels qu'on assiste à des refus d'obéissance ou des mutineries massifs des soldats. C'est une des raisons pour lesquelles de véritables crises révolutionnaires sont relativement rares. Elles ne se produisent généralement pas chaque année, voire chaque décennie, dans chaque pays. Si l'on ne saisit pas ces occasions relativement rares, la bourgeoisie restera au pouvoir pour pas mal de temps, avec tout ce que cela implique.

Ces moments privilégiés pour l'action révolutionnaire de masse sont en dernière analyse le produit de l'exacerbation des contradictions internes de la société bourgeoise. Elles conduisent à des situations que Lénine résume dans une formule classique : Ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner normalement, ceux d'en bas ne se laissent plus gouverner comme avant.

Le débat entre les réformistes et les marxistes révolutionnaires se fonde donc en définitive sur le différent concernant le devenir du capitalisme. Bernstein affirme que les contradictions inhérentes de la société bourgeoise se réduiront de plus en plus. Il y aurait de moins en moins de guerres, de moins en moins de pratiques répressives de la part de l'État, de moins en moins de conflits sociaux explosifs. Kautsky y ajouta, dans son livre « Terrorisme et Communisme », que la bourgeoisie était devenue de plus en plus bénévole, gentille, pacifique, sur le modèle du président états-unien Wilson.

Rosa Luxemburg opposa au diagnostic de Bernstein un diagnostic diamétralement inverse. Il y aurait de plus en plus de guerres, de plus en plus d'explosions sociales, en comparaison avec la période 1871-1900.

L'histoire du XXe siècle a confirmé le diagnostic de Rosa Luxemburg et non celui de Bernstein. Du même coup, la politique réformiste, le projet gradualiste, ne sont guère crédibles pendant les phases de crises aiguës que notre siècle a connues, notamment entre 1914 et 1923, pendant les années 1930 et 1940, et de l'avant-mai 1968 jusqu'à la révolution portugaise de 1974-1975. Ils sont également moins crédibles depuis le début de « l'onde longue

dépressive », actuellement en cours, et de l'offensive générale du Capital contre le Travail salarié et les peuples du Tiers-Monde qui l'accompagne.

Mais l'aggravation des contradictions internes du capitalisme n'est pas linéaire et constante. Elle est interrompue par des phases de stabilisation relative temporaire : 1924-1929 et 1949-1968 en furent les principales. La période de reprise économique prolongée après la récession de 1980-1982 a produit quelques symptômes analogues.

Pendant ces phases-là, le réformisme social-démocrate peut regagner une certaine crédibilité dans une série de pays, bénéficiant en outre de situations particulières comme celle des pays scandinaves. Cette crédibilité se traduit par une acceptation plus facile par de larges masses de la pratique politique quotidienne réformiste.

Or, l'alternance dans le temps de situations révolutionnaires, de situations de stabilisation relative, de dynamiques contre-révolutionnaires, implique que la lutte victorieuse pour la prise du pouvoir nécessite, outre un parti d'avant-garde qui est orienté dans ce sens, une classe ouvrière forte d'expériences suffisantes d'auto-activité et d'auto-organisation, au sein de laquelle ce parti devient hégémonique. Ces expériences ne peuvent être acquises que pendant les périodes non révolutionnaires.

La pratique du mouvement ouvrier que prônent les marxistes révolutionnaires combine, certes, les grèves pour les avantages immédiats, le renforcement à cette fin des organisations syndicales et d'autres organisations de masse, la participation aux élections, l'utilisation des assemblées élues, le combat pour la législation sociale. Mais la priorité est accordée à l'action de masse extraparlamentaire, à la grève de masse, à la grève politique de masse, à l'éclosion de formes d'auto-organisation et de démocratie directe à la base : comités de grève élus ; assemblées de grévistes démocratiques ; comités de quartiers et de « ménagères » ; initiatives de contrôle ouvrier et populaire, etc. C'est Rosa Luxemburg qui a défendue de la manière la plus systématique cette stratégie-là, avant 1914 (7).

Les réformistes refusèrent ces priorités de manière radicale. Les dirigeants des syndicats allemands d'avant 1914 proclamèrent : « Generalstreik ist Generalunsinn » la grève générale c'est le non-sens (la bêtise) généralisé. A ce propos aussi, l'expérience historique a donné raison à Rosa Luxemburg et tort aux réformistes. Il y a eu de très nombreuses grèves de masse, voire des grèves générales, à partir de 1905, dans de nombreux pays.

Mais l'histoire n'a pas donné complètement raison à Rosa Luxemburg et aux marxistes révolutionnaires quant à la pratique réelle de larges masses ouvrières. Il y a eu une série de pays, et non les moindres, où les grèves de masse n'ont jamais abouti à une grève générale à l'échelle nationale. Qu'on pense aux États-Unis et à l'Allemagne après 1923. Des pays qui ont connu des grèves générales à l'échelle nationale sont le plus souvent passés ensuite par de longues période d'actions extraparlamentaires de masse beaucoup plus réduites : qu'on pense à la France depuis mai 1968. Il n'y a eu que quelques pays où les grèves de masse, voire générales, se sont produites plus systématiquement : avant tout l'Argentine, la Belgique, l'Australie, partiellement l'Italie et l'Espagne et plus récemment le Brésil.

Au cours d'intervalles plus ou moins prolongés, la pratique réformiste domine l'activité et détermine la conscience des masses, comme elle le fit en Grande-Bretagne pendant les années 1950 et 1960. Pendant ces périodes-là, la stratégie et le projet révolutionnaires perdent incontestablement de leur crédibilité.

Il faut en outre constater que même lorsque la classe ouvrière et le mouvement syndical pratiquent la grève de masse, voire la grève générale de manière systématique, cela ne débouche pas automatiquement sur une élévation de conscience politique des salarié(e)s. Le cas de l'Australie l'illustre bien. Celui de l'Argentine confirme que cette pratique peut même coïncider avec l'absence totale d'indépendance politique de classe élémentaire des larges masses. ()

La conclusion générale qui se dégage de l'expérience historique, c'est qu'essor et crédibilité du projet social-démocrate sont étroitement liés à la stabilité relative de la société bourgeoise. Celle-ci est irréaliste à long terme pendant notre siècle de déclin historique du capitalisme. Il est utopique de se baser sur elle. Mais il n'en est pas ainsi pendant des phases spécifiques de plus courte durée.

Ces phases de stabilisation relative ont pour condition nécessaire mais non suffisante une croissance économique qui permette une augmentation parallèle des salaires réels et de la plus-value (8). Mais la classe des salarié(e)s peut déclencher des actions de masse impétueuses qui ébranlent la stabilité de la société bourgeoise même à des moments de croissance économique. Ce fut notamment le cas de juin 1936 en France, de l'explosion révolutionnaire de juillet-août 1936 en Espagne, de la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961, de mai 1968 en France, de la révolution portugaise, du début de l'essor des luttes de masse au Brésil et en Afrique du Sud. Les motifs peuvent être des plus variés : défense ou conquête des libertés démocratiques ; riposte à des menaces fascistes ; peur d'une dégradation future de l'emploi et des salaires ; solidarité de classe internationale (9).

Mais la formule générale reste : la crédibilité et l'influence du projet réformiste social-démocrate sont directement proportionnelles au degré de stabilité relative de la société bourgeoise. Les premières ne peuvent pas croître quand la seconde décline.

Le réformisme social-démocrate et l'État bourgeois

Gradualisme social-démocrate et refus de lutter pour la création d'un État ouvrier n'impliquent nullement que les réformistes n'attachent guère d'importance au problème du pouvoir. Ils en sont au contraire obsédés.

Il est vrai qu'avant 1914, on n'a connu qu'un seul pays où la social-démocratie a gouverné : l'Australie. Mais l'administration social-démocrate de municipalités a commencé à être conquise. Et à partir de 1914 des gouvernements à forte participation social-démocrate, voire des gouvernements sociaux-démocrates homogènes, se sont succédés dans une série de pays.

Comme les réformistes rejetaient la prise du pouvoir par le prolétariat, ils n'avaient pratiquement pas le choix : ils étaient condamnés à administrer l'État bourgeois. Dans ce domaine la règle du tiers-exclu est universellement valable. Aucun État en partie bourgeois et en partie ouvrier n'est concevable. Il n'y en a jamais eu (10). Il n'y en aura jamais.

Ce salto mortale est le mieux illustré par Émile Vandervelde, patron de la social-démocratie belge et président de la IIe Internationale. Avant 1914, il avait écrit un livre intéressant intitulé : « Le socialisme contre l'État ». En 1914, il devint ministre. Il proclama qu'il fallait défendre coûte que coûte chaque parcelle de pouvoir obtenu. La plupart des partis sociaux-démocrates suivirent le même raisonnement.

Kautsky le codifiait au milieu des années 1920, en commentant le nouveau programme social-démocrate adopté après la réunification du SPD et de l'USPD : « Entre le gouvernement de la bourgeoisie et le gouvernement du prolétariat s'étale une période de transition, généralement caractérisée par la coalition de l'un avec l'autre » [Karl Kautsky, *Die proletarische Revolution und ihr Programm*, J. H. W. Dietz Nachfolger Buchhandlung Vorwärts, Stuttgart Berlin 1922, p. 106 (traduction approximative), ndlr.]. La formule doit être interprétée d'après la substance et non d'une manière formelle. Un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie est un gouvernement de collaboration de classe institutionnalisée. C'est un gouvernement qui accepte le consensus permanent avec le Capital : ne pas toucher aux structures essentielles de son pouvoir. Cette collaboration de classe et ce consensus sont indépendants

de la présence de ministres bourgeois au sein du gouvernement. En fait, le gouvernement qui a sans doute joué le rôle le plus néfaste dans l'histoire de la social-démocratie, le Conseil des Commissaires du Peuple (Rat der Volksbeauftragte) allemand de 1918-1919, après la sortie des commissaires de l'USPD, était un gouvernement social-démocrate homogène sans un seul ministre bourgeois. Il a étouffé la révolution prolétarienne, isolé la Russie soviétique, conclu un accord avec la Reichswehr, couvert l'assassinat de milliers de prolétaires. Il a institutionnalisé la collaboration de classe à long terme entre le patronat et la bureaucratie syndicale. Tout cela pour pouvoir conquérir et conserver des « parcelles de pouvoir » dans le cadre de l'État bourgeois.

Dans un moment de lucidité, le leader de la gauche social-démocrate britannique Aneurin Bevan précisa pourtant : « Le but ne doit pas être d'exercer le pouvoir [à tout prix, E.M.]. Le but doit être d'exercer le pouvoir pour réaliser notre programme ». Plus précis encore, le dirigeant socialiste américain Eugene V. Debs proclama : « Mieux vaut voter pour ce que l'on veut, tout en sachant qu'on a peu de chances de l'obtenir [rapidement, E.M.], que voter pour ce qu'on ne veut pas, en sachant qu'on l'obtiendra à coup sûr ». La plupart des dirigeants sociaux-démocrates n'ont guère respecté ces sages conseils.

Léon Blum avait le don incontestable de formuler de manière élégante des demi-vérités, c'est-à-dire des sophismes. Il inventa la fameuse distinction entre l'exercice du pouvoir et la conquête du pouvoir (il n'hésita d'ailleurs pas à identifier celle-ci avec la dictature du prolétariat). Mais il escamota le fait que l'exercice du pouvoir s'effectuerait nécessairement dans le cadre de l'État bourgeois. Il ne précisa point que ce même exercice du pouvoir impliquerait par conséquent le consensus permanent avec la bourgeoisie, avec tout ce qui en découle.

Le dirigeant de la droite social-démocrate italienne Filippo Turati lança jadis un soupir désabusé : « Que le socialisme serait beau sans les socialistes ! » La formule vaut ce qu'elle vaut ; acceptons-la comme telle. A peine l'avait-il prononcée, qu'il offrit au roi Victor Emmanuel III de participer à un gouvernement, voire de diriger celui-ci, « pour barrer la route au fascisme ». Mais on ne pouvait pas participer à un tel gouvernement sans co-diriger l'armée bourgeoise, participer à la défense de l'ordre public par des voies répressives (sans doute moins violentes que celles des fascistes, mais répressives quand même), participer à l'administration des colonies italiennes où régna la terreur.

Car la volonté de « l'exercice du pouvoir » s'est manifestée pour la social-démocratie, à quelques exceptions près, dans le cadre d'États bourgeois impérialistes. Ceux-ci avaient tous des rapports exploités avec les pays du « Tiers-Monde ». Quelques-uns d'entre eux étaient en outre à la tête d'Empires coloniaux qui soumettaient des peuples du « Tiers-Monde » à des régimes de surexploitation économique et d'oppression politique cruelles.

Il était impossible de maintenir le consensus avec la bourgeoisie impérialiste, de gouverner ou de co-gouverner sur cette base-là, sans partager la responsabilité d'administrer simultanément ces Empires coloniaux, avec tout ce qui en découlait.

Ramsey MacDonald, leader de l'Independent Labour Party en Grande-Bretagne, puis leader du Labour Party, mit les points sur les « i » dès avant 1914. Dans un livre qui fit sensation et dont l'édition allemande fut dotée d'une introduction favorable de Bernstein [James Ramsay MacDonald, *Socialism and Government*, 2 vol., Independent Labour Party, London 1909, (The Socialist Library, Bd. 8) ; *Sozialismus u. Regierung*, ed. par Eduard Bernstein, Eugen Diederichs, Jena 1912, ndlr.], il défendit des thèses révoltantes d'un point de vue socialiste. Il fallait certes « démocratiser » l'Empire britannique, mais il fallait aussi le maintenir. Et la « démocratisation » ne comporterait pas l'octroi des droits démocratiques et d'auto-administration aux « races inférieures ». Celles-ci étaient censées être incapables de se gouverner elles-mêmes. MacDonald défendit même le régime pré-apartheid en Afrique du Sud. Il alla jusqu'à justifier la ségrégation raciale dans le sud des États-Unis et l'absence des droits politiques des Noirs.

La pratique politique fut conforme à l'idéologie. Lorsque MacDonald devint deux fois premier-ministre de Grande-Bretagne pendant les années 1920, il maintint et défendit l'Empire, tout en appliquant quelques réformes

mineures. Lorsque les peuples colonisés commencèrent à se rebeller pour conquérir l'indépendance nationale, les gouvernements travaillistes prolongèrent la répression sanglante commencée sous des gouvernements bourgeois, ou la déclenchèrent parfois eux-mêmes.

A partir de 1945, le gouvernement Attlee se dégageait prudemment de l'Inde et de la Palestine, tout en y causant les ravages de la partition. Mais en même temps, il chercha à écraser militairement la révolution en Indochine, les révoltes anticolonialistes en Malaisie et au Kenya..

Le gouvernement du Front Populaire en France maintint de même l'Empire français et la répression que celui-ci impliqua. Les gouvernements français à participation ou sous direction social-démocrate à partir de 1944 déclenchèrent des guerres coloniales sur une grande échelle en Indochine, en Afrique du Nord, à Madagascar. Les dirigeants sociaux-démocrates des Pays-Bas agirent de même en Indonésie.

Léon Blum a cherché à résumer la politique et la stratégie social-démocrate, par opposition à celles de Partis communistes, tant avant l'avènement du stalinisme qu'après sa percée, dans le titre d'un livre publié en 1945 : « A l'échelle humaine » [[Léon Blum, A l'échelle humaine, Gallimard, Paris 1945, ndlr.]. A l'échelle humaine, les centaines de milliers de morts causés par les guerres coloniales et le maintien de la misère dans le « Tiers-Monde » ?

Certes, toutes ces horreurs-là ne sont pas passées comme des lettres à la poste au sein de la social-démocratie internationale. Il y eut des réticences, des protestations, des révoltes. Le PS français connut une scission comme réaction à la répression sanglante et aux tortures en Algérie, co-organisées par le « socialiste » Lacoste et couvertes par le leader « socialiste » Guy Mollet. La gauche travailliste en Grande-Bretagne s'opposa aux guerres coloniales d'Attlee, la gauche du PS italien récusait énergiquement les guerres coloniales. La social-démocratie suédoise accorda un appui discret aux opprimés en révolte. Mais ce furent des réactions minoritaires, très minoritaires. La responsabilité historique de la social-démocratie dans son ensemble est terrible, à ce propos également. ()

Du « socialisme municipal » au « socialisme » des nationalisations

Le socialiste américain Daniel De Leon, fort admiré par Lénine, a appelé les bureaucrates réformistes les « labor lieutenants of Capital » les lieutenants ouvriers du Capital. La formule est correcte si on respecte chaque terme.

Les bureaucrates réformistes ne font pas partie de la classe bourgeoise. Ils sont issus de la classe ouvrière et des organisations du mouvement ouvrier. Ils défendent leurs intérêts propres lorsqu'ils institutionnalisent la collaboration de classe. Ces intérêts coïncident historiquement avec la défense de l'ordre bourgeois. Ils ne correspondent pas nécessairement à chaque moment à la défense des intérêts immédiats de la majorité, voire de l'ensemble de la grande bourgeoisie.

Les bureaucrates réformistes veulent augmenter leur « part du gâteau ». Cette augmentation implique quelques sacrifices de la part de la bourgeoisie. Celle-ci apprécie certes le fait que les leaders réformistes contribuent à la stabilité relative de l'ordre bourgeois. Mais jusqu'à quel point le prix à payer se justifie-t-il à leurs yeux ? La bourgeoisie est souvent hésitante et divisée à ce propos. C'est pourquoi, dans l'entre-deux-guerres, il n'y a eu qu'une participation gouvernementale social-démocrate par intermittence, sauf en Suède et au Danemark.

Par contre les municipalités administrées par la social-démocratie se sont de plus en plus étendues. « Vienne la

Rouge » en fut le modèle. Elles apportèrent une amélioration incontestable de la condition ouvrière.

Une nouvelle étape d'administration de l'État bourgeois par la social-démocratie a été franchie dès la fin de la seconde guerre mondiale. On assiste à la nationalisation d'importantes branches industrielles en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Autriche, et du secteur financier dans les mêmes pays (sauf en Grande-Bretagne). En Belgique, une banque d'origine publique, la Caisse d'Épargne, devint le principal institut de dépôt du pays. Dans cette évolution, la social-démocratie joua un rôle de co-responsabilité, voire d'initiative principale en Grande-Bretagne et en Autriche. On assista de même à des périodes beaucoup plus prolongées de participation ministérielle, voire de gouvernements sociaux-démocrates homogènes, qu'avant 1940.

Simultanément avec l'extension des nationalisations, il y eut la généralisation des lois de sécurité sociale dans presque tous les pays où la social-démocratie participa à l'exercice du pouvoir. Cette législation contribua à son tour à améliorer la condition ouvrière, dans une mesure bien plus large que le « socialisme municipal ».

Pourquoi la bourgeoisie fut-elle cette fois-ci prête à payer le prix ? Certaines de ces transformations correspondaient à ses intérêts matériels propres. Ce fut notamment le cas de la nationalisation des secteurs de matières premières et d'énergie qui fut en définitive une forme de subventions aux industries de transformation et d'exportation. D'autres nationalisations correspondirent au principe de la « nationalisation des pertes ».

Mais fondamentalement, il s'agissait de réformes qui tendaient à amortir les risques d'explosions sociales qui accompagnèrent dans ces pays la fin de la seconde guerre mondiale. Celle-ci avait exacerbé les contradictions sociales et radicalisé les masses populaires. La bourgeoisie et ses structures de pouvoir sortirent discréditées par tout leur comportement pendant la guerre. Des réformes radicales étaient le prix minimum à payer pour éviter la révolution. La social-démocratie sauva le capitalisme comme elle le fit à la fin de la première guerre mondiale. Cette fois-ci avec la co-responsabilité des partis staliniens, en France, en Italie et en Grèce avec la responsabilité principale de ces derniers. Mais maintenant la bourgeoisie était bien obligée de payer un prix beaucoup plus élevé qu'en 1918-1919 pour services rendus. La période d'expansion économique à partir de 1949 facilita l'opération.

A toutes ces raisons qui expliquent l'essor des réformes à partir de 1944 il faut ajouter le poids de la « guerre froide ». La bourgeoisie était obligée de créer une situation socio-politique en Europe capitaliste qui devrait réduire tout attrait du « modèle » soviétique stalinien et de son exportation en Europe de l'Est. A l'exception de quelques pays d'Europe du sud, elle avait les ressources matérielles et politiques pour y parvenir, avec l'aide des dirigeants réformistes. Ceux-ci avaient apparemment une excuse valable pour s'attacher au char de la bourgeoisie impérialiste engagée dans la « guerre froide ». La bureaucratie soviétique avait supprimé les libertés démocratiques en Europe de l'Est. Ne menacerait-elle pas d'en faire autant en Europe de l'Ouest ?

Or, la social-démocratie obtint les parcelles de pouvoir et ses privilèges sur la base de la démocratie parlementaire bourgeoise. Elle est donc réellement attachée à celle-ci et aux libertés démocratiques qui l'accompagnent, même si elle est prête à leur faire quelques entorses, si le maintien du consensus avec la bourgeoisie et de l'ordre bourgeois l'exige. De leur côté, les masses laborieuses sont profondément attachées aux libertés démocratiques, attachement qui a encore été renforcé à la fin de la deuxième guerre mondiale, par suite de l'expérience terrible du fascisme.

Mais il y avait pour les dirigeants sociaux-démocrates une voie ouverte pour refuser d'endosser la co-responsabilité de la « guerre froide » en Europe, tout en évitant le modèle stalinien : celle d'opter pour un État ouvrier fondé sur la démocratie socialiste pluraliste la plus large, avec maintien et extension des libertés démocratiques politiques. Elle a délibérément récusé ce choix. Elle porte du même fait la responsabilité d'avoir appuyé la « guerre froide » impérialiste, sauf en ce qui concerne les pays neutres.

Cette responsabilité n'est pas un pêché mignon. Elle implique notamment la création de corps répressifs anti-ouvriers et antigève, comme les CRS en France. Elle implique des tentatives de casser les grèves lorsque les réformistes sont au pouvoir. Elle implique la responsabilité de la scission syndicales, avant tout en France et en Italie, sous la houlette du sinistre Irving Brown, financé par la CIA, scission pour laquelle les partis communistes staliniens et le Kremlin ont par ailleurs leur part de responsabilité. Elle implique la participation à la guerre de Corée, qui a coûté plusieurs centaines de milliers de morts, et qui a amené l'humanité au bord de la guerre nucléaire. Elle implique la responsabilité de la droite travailliste dans la fabrication d'armes nucléaires en Grande-Bretagne.

Mais tout cela étant dit, il n'en reste pas moins vrai que la période 1945-1970 a produit dans la plupart des pays d'Europe capitaliste la plus forte augmentation jamais connue du niveau de vie des travailleurs et des travailleuses. La conviction qu'il était utile et possible de lutter pour des réformes, y compris des réformes radicales, s'est étendue dans des secteurs importants de la classe ouvrière et dans la quasi-totalité du mouvement ouvrier organisé. Les partis communistes s'y sont largement adaptés. Mais malgré le choc produit par le rapport Khrouchtchev au XXe Congrès du PCUS, et celui de l'écrasement militaire de la révolution hongroise, cette évolution néo-social-démocrate ne les a pas empêché de conserver en gros une identité propre et de rester hégémoniques dans le mouvement ouvrier d'Italie, de France, d'Espagne, du Portugal, de Grèce.

Ces deux décennies et demie marquent donc l'apogée de la conquête de réformes et de la lutte pour des réformes encore plus radicales. Qu'on pense au programme des réformes de structure anticapitalistes de la gauche renardiste (11) et de la gauche socialiste en Belgique. Mais elles ne débouchent pas sur une acceptation par les masses du capitalisme du Welfare State (État-providence) comme seul modèle possible et souhaitable. Elles débouchent encore moins sur une disparition permanente d'actions de masse explosives de grande envergure, voire sur une passivité croissante du prolétariat.

Ceux qui raisonnèrent ainsi, malgré le coup de semonce de la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961, se sont lourdement trompés, tant au niveau de l'analyse qu'à celui du pronostic. Ils ont été démentis avec éclat en mai 1968 en France et pendant l'automne chaud 1969 en Italie.

C'est que la classe ouvrière n'avait pas le sentiment que l'amélioration de ses conditions de vie et de travail était le produit de la bonne volonté ou de la sagesse des patrons. Elle la considérait plutôt comme le résultat de son propre poids accru, notamment au sein des entreprises : qu'on pense au pouvoir accru des délégations syndicales, qui inclut des formes élémentaires de contrôle ouvrier. Elle la voyait souvent comme le produit de ses propres luttes. Elle saisit d'instinct que le long « boom » d'après-guerre, en créant une situation de quasi-plein emploi, avait créé des rapports de force Capital/Travail plus favorables que durant les deux décennies précédentes.

Et surtout : la croissance économique elle-même, l'essor réel des forces productives, quelles que soient par ailleurs ses retombées négatives notamment du point de vue écologique, suscitaient des besoins nouveaux pour la masse des salarié(e)s, besoins que le régime était incapable de satisfaire. Besoins sans doute matériels, mais aussi besoins nouveaux d'une qualité du travail et de vie supérieure à celle du capitalisme du Welfare State.

Les revendications écologiques, féministes, autogestionnaires, de démocratie directe, de solidarité avec les luttes des peuples du « Tiers-Monde » percèrent massivement entre 1968 et 1975. C'étaient bel et bien des revendications d'un modèle de société supérieur à celui du capitalisme du Welfare State. Le mouvement ouvrier organisé, dans ces deux branches principales, la branche social-démocrate et la branche des partis communistes post-staliniens, s'est avéré incapable d'exprimer cette aspiration historique pendant les sept années en question. C'est ce qui permit le développement, fut-il encore modeste, de forces politiques à sa gauche.

Avènement et dynamique du « socialisme gestionnaire »

Le « socialisme municipal » et le « socialisme des nationalisations » ont profondément modifié la composition sociale des appareils réformistes. Ceux-ci recrutèrent à l'origine essentiellement au sein des organisations de masse du mouvement ouvrier, avec lesquelles ils se sont largement identifiés, fût-ce selon la logique : l'organisation, c'est nous.

Mais la conquête des municipalités rouges a entraîné un recrutement d'administrateurs professionnels de régies publiques ou mixtes : régies d'électricité, de gaz, d'eau ; de sociétés de transports collectifs ; de sociétés de logements et de construction de logements, etc. Dans certains pays, s'y ajoutèrent des administrateurs d'hôpitaux et d'institutions municipales d'enseignement, ainsi que d'institutions d'assistance publique, voire des administrateurs de caisses de chômage, sur lesquelles la bureaucratie syndicale chercha à établir sa mainmise.

A cette vaste bureaucratie para-étatique s'ajouta par la suite une partie de la bureaucratie d'entreprises nationalisées. La totalité de cette bureaucratie devint une part croissante de l'appareil social-démocrate. Petit à petit elle devint majoritaire par rapport aux bureaucrates issus des organisations du mouvement ouvrier. Cette transformation entraîna des conséquences importantes quant aux objectifs prioritaires poursuivis par la social-démocratie.

Les bureaucrates du secteur public avaient une mentalité de fonctionnaires. Ils tendaient à s'identifier avec la fonction et non avec l'organisation (qui leur permit pourtant de l'exercer). Ce qu'ils recherchèrent avant tout, c'était la stabilité d'emploi et l'avancement. Leurs privilèges matériels en dépendaient. La justification qu'ils invoquèrent en faveur de cette motivation nouvelle d'apparatchiks sociaux-démocrates fut celle de la compétence professionnelle. Il fallait démontrer que la social-démocratie était capable d'une gestion meilleure que les partis bourgeois. C'était l'argument qui pesait lourd pour les dirigeants sociaux-démocrates préposés aux municipalités ou aux ministères responsables des entreprises nationalisées. Il s'imposa progressivement. Il donna naissance au « socialisme gestionnaire ».

Cette évolution des priorités entraîna progressivement des transformations dans plusieurs domaines. Le maintien des positions politiques de pouvoir qui permettent de faire durer l'exercice des fonctions administratives devint de plus en plus un but en soi. Il se détacha de celui du renforcement de l'organisation dont il était pourtant issu. La « bonne gestion » se jugea de plus en plus d'après les critères « techniques », indépendamment de ses effets sur les conditions de vie des salarié(e)s. Mais comme le maintien des « municipalités rouges » et des postes ministériels dépend des résultats électoraux, gagner les élections pratiquement à tout prix devint à son tour un but en soi. Pour caractériser ce nouveau comportement, on pourrait paraphraser la formule de Bernstein : les élections sont tout, le mouvement n'est plus rien. Ces transformations ne s'imposèrent que graduellement. La clientèle électorale social-démocrate resta quand même essentiellement celle des salarié(e)s. Il était difficile d'en récolter les voix sans promettre ou offrir quelque chose en échange.

Il est vrai que l'électoratisme et, surtout, la participation gouvernementale prolongée, créèrent aussi un phénomène de clientélisme, d'électeurs ou électrices assisté(e)s, qui dépendent des subsides et allocations de l'État et donc prédisposé(e)s à voter pour ceux qui les distribuent. Néanmoins, les objectifs de réformes ne disparurent pas rapidement des préoccupations social-démocrates.

Même si au sein de l'appareil social-démocrate les fonctionnaires du secteur public devenaient majoritaires, au sein des partis socialistes, les adhérents traditionnels prévalurent encore longtemps. La défense de l'organisation en tant que telle continua à prédominer à la direction des partis. Les objectifs gestionnaires ne devaient pas entrer en conflit avec cet objectif-là.

Mais graduellement, ce conflit se précisa quand même. Ce fut surtout le cas après la présence prolongée des sociaux-démocrates au pouvoir, qui succéda à la fin de la montée de contestation révolutionnaire de 1968-1975. Dès lors, assurer la permanence du pouvoir même au prix d'un affaiblissement du parti devint une option acceptable, du moins dans une série de pays. Une nouvelle conception du parti exprima ce tournant, le mieux explicité par Felipe Gonzales en Espagne, mais aussi par Neil Kinnock et John Smith en Grande-Bretagne. Le parti socialiste était censé représenter ses électeurs et électrices et non ses membres. Si les préoccupations et décisions entraient en conflit avec ce que les dirigeants considéraient souvent à tort être les préoccupations prioritaires de l'électorat, il fallait imposer celles-ci, au besoin contre celles de membres, voire contre leurs intérêts manifestes.

Les membres n'étaient pas dupes, surtout lorsque leurs intérêts immédiats étaient en jeu. Ils quittèrent massivement les partis concernés. Ceux-ci devinrent l'ombre de ce qu'ils avaient jadis été.

L'obsession de gagner les élections à tout prix n'aboutissait pas en premier lieu à substituer une politique plus droitière à une politique réformatrice plus traditionnelles. Elle aboutit plutôt à une transformation de la vie politique, d'ailleurs voulue et poursuivie par la bourgeoisie. La lutte politique fut « désidéologisée », c'est-à-dire dépolitisée. A la confrontation de programmes, d'idées, de projets de société, se substitua la confrontation de chefs. Les agences de publicité « lancèrent » les candidats comme on lance des marques de détergents et dominèrent de plus en plus les campagnes électorales. On a parlé à ce propos d'une percée de la « démocratie des sondages ». Ceux-ci étaient censés déterminer les préférences de l'électorat. Ainsi les personnalités plus ou moins charismatiques les mieux aptes à réaliser ces préférences se dégagèrent pour ainsi dire automatiquement.

La réalité est toute différente. L'électorat resta divisé selon ses intérêts, c'est-à-dire des lignes de classes, opposés. Ne fût-ce que du fait de leur caractère hypersimplifié et arbitraire, les sondages n'exprimèrent guère les véritables préoccupations des uns et des autres. Le nombre élevé d'abstentions indiqua que l'électorat ne se reconnut guère dans cette nouvelle façon de concevoir la politique. Et surtout : les candidats choisis ne furent pas les plus charismatiques ou les plus photogéniques, pour ne pas dire les plus compétents. Leur choix résulta de querelles de clan et de conflits d'intérêts, complexes et peu transparents, au sein des partis.

Il s'agit bien entendu d'une tendance et non d'une réalité généralisée. Les partis sociaux-démocrates ne s'engagèrent pas tous dans cette voie. De puissantes contre-tendances se manifestèrent dans de nombreux pays. Mais on doit tout de même constater qu'une tendance dans ce sens marqua la social-démocratie dans son ensemble, fût-ce à des degrés divers.

La social-démocratie gère la longue dépression dans un climat d'argent facile

La social-démocratie fut en quelque sorte l'héritière de la vague de contestation révolutionnaire 1968-1975. Lorsque celle-ci n'aboutit pas à la victoire, une partie substantielle des masses remplacèrent leurs espoirs de changement radical en espoirs de réformes. La social-démocratie s'offrit pour les promettre. En Espagne, elle put en outre offrir la perspective d'une liquidation pacifique de la dictature. La majorité des anciens « gauchistes » approuvèrent et intériorisèrent ce choix. Ils rejoignirent la mouvance social-démocrate.

Les partis socialistes purent dès lors déployer toute leur ambition de paraître comme les meilleurs gestionnaires de l'économie (entendons : capitaliste) et de l'État (entendons : bourgeois), dans la mesure où ils restèrent au gouvernement pendant des périodes prolongées.

Mais pour leur malheur, la période d'après 1975 resta celle d'une « onde longue dépressive » de l'économie

capitaliste internationale (12). Enfermés dans leur volonté de gérer l'économie de manière purement « technique », les leaders socialistes abordèrent la dépression sans aucun projet économique d'ensemble fondamentalement différent de celui du Grand Capital. Pendant longtemps ils s'obstinèrent d'ailleurs à nier la dépression ou d'en minimiser l'ampleur. Tout cela les entraîna à endosser la politique d'austérité prônée par la bourgeoisie. Dans les pays où ils étaient au pouvoir, ils prirent quelquefois eux-mêmes l'initiative pour mettre celle-ci en marche. Les conséquences furent graves pour les masses laborieuses. En Espagne elles furent désastreuses. Sous le gouvernement de Felipe Gonzales, ce pays a connu le taux de chômage le plus élevé de toute l'Europe.

La participation gouvernementale de durée prolongée après 1975 s'effectue pour les partis socialistes dans un climat économique marqué, outre par la longue dépression, par une persistance de l'hyperliquidité. L'économie capitaliste continue à être caractérisée par un taux d'endettement croissant. La masse totale des capitaux flottants a pris une ampleur colossale. Elle est devenue largement incontrôlée et incontrôlable (13).

Des changements socio-économiques considérables en découlent. Une mentalité de s'enrichir rapidement s'est répandue dans d'importants secteurs de la grande et moyenne bourgeoisie. C'est l'apparition de la couche des « yuppies » qui l'exprime en partie. Crédits à volonté, projets abracadabrants financés avec l'argent des autres, trafics d'influence et pots-de-vin généralisés découlent de ce climat. Dans les partis socialistes, l'idée prévalut : puisque tout le monde en fait autant, pourquoi ne le ferions-nous pas, nous aussi ?

Une deuxième modification de composition sociale favorisa cette dégradation des mœurs au sein de la social-démocratie. Attirés par la longue participation gouvernementale des partis socialistes, une série de capitalistes, surtout moyens, commencèrent à pénétrer dans les PS. Leur façon d'agir fut substantiellement différente de celle des technocrates. Ils se lancèrent parfois dans des opérations de spéculation de grande envergure, espérant être couverts par le pouvoir. La personne de Thérét en France, ami de Mitterrand, celle de Maxwell en Grande-Bretagne, ami de Harold Wilson, sont typiques à ce sujet.

Au début, la corruption individuelle des dirigeants socialistes ne résulte pas de ces pratiques. Ils agissent essentiellement en vue de financer les campagnes électorales et l'appareil du parti. La réduction dramatique des effectifs accroît la pression dans ce sens. Mais dans une société où plus que jamais l'argent est roi, la tentation de se sucrer soi-même est très grande. Certains dirigeants en échappent, beaucoup y succombent. Le cas le plus typique est celui du chef du PS italien, ancien premier-ministre, Bettino Craxi (14).

Les nouveaux cadres sociaux-démocrates du type fonctionnaires ont donné naissance à des leaders technocrates froids et autoritaires, dont Jacques Delors et Craxi sont les représentants typiques. Les nouveaux cadres d'origine « yuppie » se caractérisent par des mœurs de jouisseurs et de gaspillage des deniers publics. Jacques Attali et sa gestion de la Banque préposée aux crédits pour les pays de l'Est en est le symbole parfait.

Les uns et les autres sont indifférents quant aux effets de leur comportement sur les masses et l'électorat. L'expérience a démontré qu'ils se sont lourdement trompés à ce propos. C'est un mépris de l'intelligence des masses pas tellement différent de celui qui caractérisa la bureaucratie stalinienne (15). Les masses le sentent d'instinct, comme elles ressentent profondément la montée de la corruption qui s'est installée au sein des partis socialistes.

Le résultat est dramatique : un mépris croissant pour les leaders de ces partis dans de nombreux pays ; un mépris croissant des « hommes politiques » en général. Ces phénomènes aggravent dans l'immédiat les tendances à la dépolitisation. Ils risquent de créer un bouillon de culture pour l'extrême droite. Les réactions des masses devant la corruption qui s'est installée dans de nombreux partis socialistes sont pleinement justifiées. Mais il faut rappeler sans cesse que les partis bourgeois, sans parler des dictatures fascistes et militaires, sont encore plus corrompus. Il faut surtout rappeler que le Grand Capital est corrupteur et que les corrupteurs sont plus coupables que les corrompus.

Mais les réactions des masses sont avant tout déterminées par les effets de la politique social-démocrate sur leurs conditions d'existence. Leur préoccupation principale est celle du chômage, ainsi que la peur du chômage. La priorité principale dans ces conditions est celle d'une lutte efficace pour une réduction de la durée du travail sans réduction du salaire hebdomadaire : semaine de 35 voire de 32 heures. Le refus des sociaux-démocrates de s'engager dans cette voie est sans doute la cause fondamentale de leur faillite politique, la cause fondamentale de leur déclin en Europe (16).

L'affaïssement de la contre-culture ouvrière

Les effets de la dépolitisation promue par la social-démocratie ont été puissamment renforcés par l'affaïssement de la contre-culture ouvrière au cours des dernières décennies. La brusque disparition du quotidien du PS autrichien Arbeiterzeitung, longtemps un des meilleurs quotidiens socialistes en Europe, presque jour pour jour un siècle après sa fondation, en est l'expression symbolique.

Un des acquis principaux du mouvement ouvrier de masse, d'abord de la social-démocratie traditionnelle puis des partis communistes de masse, a été l'organisation d'un réseau d'institutions qui immunisèrent une fraction importante de la classe des salarié(e)s contre l'influence prédominante de l'idéologie bourgeoise, idéologie inévitablement prédominante au sein de la société bourgeoise.

La presse, les brochures et les livres socialistes (plus tard socialistes et communistes) ont joué le rôle principal à cet égard. Mais au rôle de la presse, il faut ajouter celui des institutions culturelles comme les groupes théâtraux, les chorales, les fanfares adultes et jeunes, les groupements sportifs, etc. Ils ont développé au sein des masses laborieuses des besoins que la société bourgeoise avait étouffés. Dans son livre Introduction à l'économie politique (Einführung in die Nationalökonomie), Rosa Luxemburg avait à juste titre insisté sur ce véritable rôle civilisateur du mouvement ouvrier organisé [Introduction à l'économie politique, avec une introduction d'Ernest Mandel, Anthropos, Paris 1970, ndlr.].

Les digues ainsi construites contre l'océan de l'idéologie bourgeoise étaient sans doute fragiles. Les idées répandues par la presse et les publications socialistes étaient le plus souvent de vulgarisation élémentaire. La connaissance du marxisme était limitée. L'idéologie social-démocrate charriait pas mal d'influence et de préjugés petits-bourgeois (qu'on pense aux préjugés à l'égard des femmes et aux conceptions sexuelles). Plus tard, presse, publications et institutions stalinienne et post-stalinienne firent de même. Néanmoins, l'effet d'ensemble limita considérablement l'influence idéologique directe de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Le développement de la conscience de classe, de l'indépendance politique de la classe, de la solidarité ouvrière, en fut puissamment stimulé.

La désintégration progressive de ces réseaux de contre-culture ouvrière a, du même fait, puissamment contribué à affaiblir la politisation de la classe ouvrière et à restreindre l'aire des réactions collectives de classe. Son interaction avec les conséquences nouvelles des pratiques social-démocrate est évidente. Cette régression a une base objective : la reprivatisation des loisirs des masses a joué un rôle prépondérant. Les réseaux de vie collective se sont du même fait détendus. Moins de vie collective aboutit à moins de conscience collective. Moins de conscience collective débouche sur moins de résistance contre l'idéologie bourgeoise.

Il ne faut pas généraliser de manière abusive cette régression. D'importants centres de vie collective subsistent, avant tout au sein des entreprises et des syndicats. La pression des intérêts immédiats est en définitive plus grande que celle des mystifications idéologiques. L'ampleur des réactions de masse en témoigne.

Par ailleurs, il est possible de reconstituer les réseaux de contre-culture. Les groupes chrétiens de base y sont

remarquablement parvenus dans une série de pays : en Europe surtout axés sur la solidarité avec le « Tiers-Monde », dans les pays du « Tiers-Monde » eux-mêmes, surtout autour des besoins immédiats des pauvres. La problématique écologique, féministe, antiraciste, antifasciste, la lutte contre la marginalisation, s’y prêtent aujourd’hui dans une série de pays d’Europe.

Mais ce qui reste vrai, c’est que les partis sociaux-démocrates ne sont plus les centres organisateurs de cette renaissance possible et nécessaire de la contre-culture ouvrière et populaire. Elle s’effectuera essentiellement en dehors d’eux.

Crise d’identité

Prisonnière de son virage technocratique, rongée par ses révisions et abandons doctrinaux successifs, ébahie par ses défaites électorales, frappée de plein fouet par sa perte d’audience populaire, traversée par de profondes divisions internes, la social-démocratie connaît une profonde crise d’identité. Son désarroi idéologique fait peine à voir.

Il s’exprime en premier lieu par une incapacité de reconnaître les principaux aspects de la réalité telle qu’elle est, et les défis qu’elle lui lance ainsi d’ailleurs qu’à toutes les tendances de la gauche. Devant chacun de ces problèmes, la social-démocratie adopte des positions profondément influencées par celles de la bourgeoisie, souffrant en plus de l’incohérence, et perdant une bonne partie de leur crédibilité par suite de la contradiction flagrante entre les paroles et les actes (17).

Quelle est la nature du système économique, ou socio-économique, dans lequel nous vivons ? Beaucoup de dirigeants et d’idéologues sociaux-démocrates nient qu’il soit capitaliste. le capitalisme serait chose du passé. La Welfare State serait un système « d’économie mixte » (18).

Est-ce une simple querelle sémantique ? Absolument pas. Lorsque nous estimons que le Veau d’or est toujours debout, nous affirmons en même temps que les lois de développement du mode de production capitaliste déterminent toujours les grandes tendances de l’évolution économique. Cela implique notamment l’inévitabilité des crises périodiques de surproduction. Cela implique l’inévitabilité de la montée du chômage. Nous sommes-nous trompés à ce propos, ou la social-démocratie a-t-elle tapé à côté de la réalité ? Paradoxalement, au moment même où la social-démocratie ne sait plus comment définir la société dans laquelle elle s’insère, les capitalistes, et non des moindres, appellent un chat un chat et le capitalisme le capitalisme (19).

La politique d’austérité, prônée conjointement par les partis bourgeois et les partis socialistes, ne correspond point à une fatalité technique incontournable. La priorité accordée à la lutte contre l’inflation au prix de la régression sociale n’est pas la seule forme possible d’arrêter l’inflation. Elle est la seule qui corresponde aux intérêts du Capital : redresser le taux de profit, encourager l’accumulation des capitaux.

La nécessaire « ouverture sur le monde », c’est-à-dire le rejet de l’autarcie, n’implique guère le respect des normes imposées par le FMI et la Banque Mondiale. Il y a d’autres formes possibles de coopération internationale que celles qui favorisent les grandes banques et les multinationales. Ces solutions de rechange correspondent aux intérêts des masses laborieuses. Affirmer qu’elles sont « irréalisables » n’a rien de scientifique. C’est dans le meilleur des cas un préjugé dogmatique, dans le pire des cas une capitulation devant les intérêts de la bourgeoisie.

L’incohérence éclate quand on examine de plus près le fonctionnement réel de l’économie internationale. Bien loin

d'être gérée par les « lois du marché », elle est gérée par les lois de la « concurrence monopolistique », où d'innombrables rentes sont assurées par des obstacles systématiques à la sacro-sainte « libre concurrence ».

L'affirmation mainte fois répétée par des ministres socialistes qu'« il n'y a pas d'argent » pour combattre efficacement le chômage, vu l'ampleur du déficit budgétaire, n'a aucun fondement scientifique. C'est exactement le contraire qui est vrai. Vu l'ampleur des dépenses publiques, il est possible de les redistribuer radicalement en faveur du rétablissement du plein emploi, sans augmenter le déficit budgétaire, mieux, en le réduisant même. Il est vrai que cela impliquerait une réduction draconienne de la dette intérieure, par exemple en réduisant à 1% l'intérêt sur les titres de cette dette, sauf pour des petits porteurs. Une réduction draconienne des dépenses militaires et des corps de répression servirait le même objectif. Ce n'est pas l'argent qui manque. Ce qui manque, c'est la volonté de réorganiser les dépenses publiques dans l'intérêt des masses laborieuses, à l'opposé de celui du Capital.

C'est une vérité de La Palice que les dépenses de santé et les dépenses d'enseignement sont à la longue les plus productives, même d'un point de vue strictement économique, sans parler du point de vue social. Mais les gouvernements à participation socialiste sont en train de réduire ces dépenses. Le gouvernement des Pays-Bas vient d'opérer un virage radical dans ce sens (20). La priorité n'est pas celle de réduire le déficit budgétaire ou « l'explosion » des dépenses de santé (21). La priorité est de réduire le déficit budgétaire sans remettre en question le consensus avec la bourgeoisie.

Les leaders sociaux-démocrates rétorquent quelquefois qu'il n'y a pas de majorité d'électorales et d'électeurs prête à se prononcer en faveur d'une telle politique de rechange. Admettons, encore que la thèse n'est point démontrée : le chômage et la peur du chômage occupent une place prépondérante dans les préoccupations. Mais même si les leaders sociaux-démocrates avaient raison, la réponse coule de source. Vu l'importance décisive du rétablissement du plein emploi dans les conditions actuelles, n'est-il pas préférable de se battre dans l'opposition pour la réalisation de cet objectif, en combinant actions extraparlimentaires et agitation préélectorale, avec l'espoir d'arracher la majorité dans un avenir prévisible ? Compromettre les socialistes dans des politiques gouvernementales qui maintiennent et étendent le chômage, n'est-ce pas jouer la carte du plus grand mal, pas celle du moindre mal ?

Le chômage structurel en expansion est un cancer qui ne ronge pas seulement le bien-être des salarié(e)s. C'est aussi une menace croissante de remontée du fascisme. Celui-ci se nourrit de l'extension de la « société duale », du développement de couches de marginalisé(e)s et de déclassé(e)s. Rien que dans les pays impérialistes, on peut estimer le nombre réel de chômeurs actuels à 50 millions (22). Ce chiffre risque de faire un nouveau bond en avant lors de la prochaine récession.

Les dirigeants sociaux-démocrates sont sincèrement opposés au néofascisme qui risque de les faire disparaître politiquement sinon physiquement. Déjà au cours des années 1930, Albert Einstein, socialiste fort modéré mais socialiste quand même, avait affirmé : on ne peut combattre efficacement le fascisme sans éliminer le chômage. Il n'avait pas tort. Mais pris en tenaille entre leurs proclamations antifascistes et leur obsession de ne rompre à aucun prix le consensus avec la bourgeoisie, les dirigeants réformistes optent en définitive en faveur du second impératif. Est-ce réaliste ? N'est-ce pas plutôt suicidaire ?

Récemment, une véritable révolte ouvrière s'est produite à Crotone, en Italie méridionale, contre la fermeture de la dernière usine importante de la région. Tout en manoeuvrant pour désamorcer la révolte, le gouvernement, ministres socialistes compris, ont condamné la « violence ouvrière ». Mais voilà que l'archevêque de Crotone, lui, se solidarise avec les ouvriers et leurs familles. Il le fait certes pour des motifs que nous n'avons pas à partager. mais tout de même, l'archevêque proclame qu'il est inadmissible que le bien des ouvriers et la survie de toute une région soient subordonnés aux impératifs de rentabilité et de profit (23). Spectacle affligeant : voilà un archevêque qui formule contre des ministres socialistes des principes socialistes élémentaires.

La lutte pour les 35 heures et les 32 heures, la lutte contre la pratique des multinationales qui font chantage à l'exportation de l'emploi, ne peut être conduite efficacement qu'à l'échelle internationale. Les dirigeants sociaux-démocrates s'affirment des partisans enthousiastes de l'unification européenne. Mais quand il s'agit de riposter aux multinationales et à leurs menaces de délocaliser les centres de production, c'est « l'égoïsme national sacré » qui prévaut. Chaque gouvernement à participation socialiste, au contraire, encourage les multinationales dans cette voie en les comblant des concessions. Le résultat est couru d'avance, comme dans le passé, le chômage augmentera partout. Est-ce de la « realpolitik » ? N'est-ce pas plutôt une politique de gribouille ?

Le développement du chômage, de la « société duale », de la peur des couches ouvrières les plus défavorisées de tomber encore plus bas sur l'échelle sociale, favorisent l'essor de réactions racistes et xénophobes. L'extrême-droite les exploite systématiquement. La droite « respectueuse » leur fait des concessions non moins systématiques. Mais voilà que les sociaux-démocrates s'orientent dans la même voie pour des motifs bassement électoralistes. Eux aussi veulent limiter l'immigration, refouler des immigrés, soumettre à un régime spécial ceux qui ne sont pas « de souche ». Même s'ils sont plus modérés en la matière que la droite, qu'est-ce que cela a encore de commun avec les valeurs socialistes traditionnelles ?

Dans le « Tiers-Monde », la barbarie s'étend devant nos yeux. On y compte 1,2 milliard de pauvres. La faim a pris des dimensions telles, qu'en Angola par exemple des phénomènes de cannibalisme se répandent (24). Au Brésil, une nouvelle « race » de pygmées est née dans le Nord-Est, par l'effet cumulé de plusieurs générations ayant subi la dénutrition. Selon l'UNCTAD, institution de l'ONU, la pauvreté ne cesse de s'étendre en Amérique latine (25). Selon l'UNICEF, autre instance de l'ONU, chaque année 16 millions d'enfants meurent dans le « Tiers-Monde » comme conséquence de la faim et des maladies facilement guérissables.

Les ministres sociaux-démocrates (et premier-ministres et anciens premier-ministres, comme feu Willy Brandt) dénoncent ces horreurs avec plus ou moins de pertinence. Mais dans l'exercice de leur fonction, ils suivent la règle : laissez faire, laissez passer. Même l'objectif minimum de consacrer 1 % des ressources nationales à la dite « aide au Tiers-Monde » (neuf fois sur dix en réalité une aide aux industries nationales d'exportation) n'est pratiquement réalisée nulle part. Pas question d'annuler la dette (y compris le service de la dette) du « Tiers-Monde » vers l'Occident. Pas question de renverser l'évolution des termes de l'échange, source de pillage permanent du « Tiers-Monde ». Encore une fois : qu'est-ce que cela a de commun avec les valeurs socialistes élémentaires ?

Pour retrouver une identité idéologique tant soit peu cohérente, des leaders socialistes ont réagi. Citons le Français Michel Rocard, le dirigeant des syndicats FGTB flamande Robert Voor Hamme, l'ex-gauchiste espagnol Sole Tura, et surtout Tony Benn, sans doute le plus sincère de la liste (26).

Mais l'incohérence doctrinale persiste. On prône un retour vers la solidarité, mais pas une solidarité sans rivages. Vouloir un supplément de solidarité, tout en conservant la profession de foi en faveur de l'économie de marché, donc du profit, c'est viser la quadrature du cercle (27). Les impératifs de la politique d'austérité ne sont pas remis en question, sauf par Tony Benn.

Pour compléter le tableau, il faut lui ajouter les manifestations d'aberration idéologique de la droite (28). Le professeur Sachs et autres Chicago Boys considèrent que l'application de la politique du FMI au Pérou et au Chili (de même qu'en Pologne !) est une réussite : l'inflation a été jugulée. Mais à quel prix de chômage et de pauvreté massive (29). Le pape a déclenché une véritable croisade contre le contrôle des naissances et l'utilisation des préservatifs. Vue l'extension du SIDA, c'est d'une irresponsabilité totale. Alexandre Soljenitsyne déclenche une attaque en règle contre les idées du siècle des lumières. Selon lui, ces idées seraient responsables du détachement des principes éthiques de la pratique politique et sociale (30). c'est une falsification historique qui équivaut à celle produite par le stalinisme. Ainsi donc, les dizaines de millions de morts causés par les Croisades, par la Traite des Noirs, par l'extermination des Indiens, par les massacres des sages-femmes (dites « sorcières »), par l'inquisition,

par l'emploi du travail d'esclaves dans les plantations, par les guerres de religion (un quart de la population allemande éliminée), par des guerres dynastiques tous phénomènes antérieurs au siècle des Lumières auraient été le produit de pratiques politiques et sociales dominées par des principes éthiques ?

Une série de Prix Nobel, retournent au mysticisme et rendent la science responsable de tous les maux de notre époque (31). Faut-il leur rappeler qu'avant l'essor de la science moderne, un quart de la population d'Europe est mort de la peste au XV^e siècle ? A l'époque des pandémies en plein développement, qui comme le choléra et la tuberculose sont directement liées au développement de la pauvreté de par le monde, il s'agit réellement d'une nouvelle « trahison des clercs ».

Mais le fait qu'il y a des aberrations idéologiques bien pires que le désarroi idéologique social-démocrate ne rend celui-ci guère plus opérationnel. Il ne permet guère de surmonter la crise de crédibilité de la social-démocratie. ()

Un avenir incertain

Après le 4 août 1914, Rosa Luxemburg qualifia la social-démocratie majoritaire de droite de « cadavre puant ». Elle ne s'est pas trompée en matière d'odeur. Celle-ci est encore moins alléchante à notre époque qu'à celle de Rosa. Mais elle s'est trompée en ce qui concerne la survie de la social-démocratie. Celle-ci reste bien vivante 80 ans après ce diagnostic erroné, bien que sérieusement affaiblie dans une série de pays.

Cette survie s'explique fondamentalement par trois raisons.

D'abord l'isolement de la Russie soviétique un pays arriéré du fait de l'échec partiel (32) de la révolution internationale 1919-1923, causé d'ailleurs en grande partie par la droite social-démocrate elle-même. Il faut y ajouter l'incapacité croissante de l'Internationale communiste et des partis communistes à saper dans les faits l'hégémonie de la social-démocratie au sein du mouvement ouvrier d'un nombre important de pays à partir du milieu des années 1920, avec d'importantes exceptions comme la France, l'Italie et l'Espagne.

En deuxième lieu, la social-démocratie a pour l'essentiel, conservé ses assises au sein du mouvement ouvrier organisé, même si celles-ci sont sérieusement affaiblies. Le cas de la Nouvelle-Zélande, où l'ensemble du mouvement syndical a rompu ses liens avec le Labour Party ultra-droitier, est pour le moment l'exception et non la règle. La tentative suicidaire de John Smith de rompre le lien organique du Labour britannique avec les syndicats n'est point assurée de succès. Si les syndicats espagnols, français, suédois, belges, prennent en partie leurs distances à l'égard de la social-démocratie, il n'y a pour le moment nulle part rupture.

La nature même de la social-démocratie explique la permanence de ces assises. Pour pouvoir engranger les avantages qu'il convoite, l'appareil social-démocrate, même dans sa phase présente de dégénérescence, doit conserver un minimum d'autonomie par rapport au Grand Capital. Mitterrand, Felipe Gonzales, Mario Soares, Neil Kinnock et John Smith, Rau, Scharfing et Lafontaine, Guy Spitaels et Willy Claes, ne sont pas au pair avec les Agnelli, les Schneider, les Empains, les Wallenberg, les Thyssen, les seigneurs de l'Indosuez, les maîtres de la City (33). ()

La troisième raison de la survie de la social-démocratie, c'est la pertinence relative de l'argument du moindre mal aux yeux des masses. Celles-ci continuent à penser que Kinnock et John Smith valent un peu mieux que Thatcher et Major, que Mitterrand et Rocard ne sont pas en tous points égaux à Giscard, Chirac et Balladur, que Scharfing, Rau et Lafontaine valent un peu mieux que Helmut Kohl, que Felipe Gonzales n'est pas égal à son adversaire de

centre-droite, même si les différences entre tous ces personnages et les mesures pratiques qu'ils appliquent tendent à s'estomper avec toutes les conséquences graves qui en découlent.

Si les marxistes révolutionnaires rejettent la logique du moindre mal, ce n'est certes pas pour lui préférer celle du plus grand mal.

Les réactions des masses qui expliquent en bonne partie la survie de la social-démocratie, dans les conditions présentes, s'insèrent dans la crise générale de crédibilité du socialisme. Aux yeux des masses, ni le réformisme social-démocrate, ni le stalinisme et le post-stalinisme n'ont réussi à créer une société sans exploitation, oppression et violence massives. A leur gauche n'a pas surgi une troisième composante du mouvement ouvrier, suffisamment forte pour être considérée comme politiquement crédible dans un avenir prévisible.

Dans ces conditions, les masses réagissent au plus pressant, sans s'orienter vers des solutions sociales d'ensemble, vers un « autre modèle de société ». Leurs réactions sont souvent très amples, plus amples même que par le passé (34). Mais ce sont des réactions du type défensif, fragmentaires et discontinues. Elles sont donc plus facilement récupérables.

Sur le plan électoral, il n'y a point de tendance générale qui prévaut. ()

Plus importante que l'évolution électorale est cependant l'évolution organisationnelle. Tous les partis sociaux-démocrates ont été très affaiblis quant au nombre d'affiliés, sans même parler de leur implantation dans les entreprises, y compris celles des services publics. Deux d'entre eux ont connu des scissions, fussent-elles mineures. Celle du Labour Party britannique, nettement scission à droite, a conduit pour l'essentiel à une fusion des scissionnistes avec le Parti libéral. Celle du PS français a conduit au « Mouvement des Citoyens » de J.-P. Chevènement, à la dynamique encore incertaine.

Mais surtout dans deux pays, l'Italie et l'ex-RDA, ont surgi à la gauche de la social-démocratie des partis de masse le Parti de refondation communiste et le PDS avec un écho certain dans des couches non négligeables de salarié(e)s et d'électrices et électeurs. Il est encore prématuré pour se prononcer sur le devenir de ces deux partis. Mais ils constituent pour le moment un défi de masse à gauche à la social-démocratie (et aux néoréformistes post-staliniens) comme elle n'en a plus connu depuis longtemps. ()

Dans ces conditions, les marxistes révolutionnaires doivent combiner à l'égard de la social-démocratie une « culture de contestation radicale » et une « culture de dialogue », pour employer des termes à la mode.

« Culture de contestation radicale », cela signifie sur le plan pratique refuser toute concession à la logique du « moindre mal » électoral et gouvernemental, qui impliquerait une acceptation même limitée des mesures d'austérité, des restrictions des libertés démocratiques, toute concession à la xénophobie et au racisme. Cela signifie donner la priorité, dans toutes circonstances, à la défense des intérêts et des aspirations immédiats des masses, au développement sans entrave de leurs initiatives, de leur mobilisation, de leurs luttes, de leur auto-organisation, sans les subordonner à un quelconque « objectif supérieur » choisi et imposé de manière autoritaire et verticaliste.

« Culture de contestation radicale », cela signifie aussi sur le plan propagandiste, présenter un objectif socio-politique d'ensemble aussi concret et structuré que possible. Cela signifie réfuter toutes les « innovations théoriques » de la social-démocratie et des néoréformistes, « innovations » qui sont quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent des reculs vers des positions pré-marxistes vieilles de 150 ans sinon davantage.

Cela signifie défendre vigoureusement l'acquis du marxisme, mais d'un marxisme ouvert, critique et autocritique, qui est prêt à réexaminer tout à la lumière des faits, mais pas à la légère, pas de manière non-scientifique, pas sans

regarder la réalité dans son ensemble. Les marxistes révolutionnaires n'ont ni l'arrogance d'avoir réponse à tout, ni la prétention de ne s'être trompé sur rien. Mais ils ne sont pas prêts à jeter l'enfant avec l'eau du bain. L'acquis théorique et moral reste considérable. Il mérite d'être défendu avec vigueur.

« Culture de dialogue », cela signifie engager avec la social-démocratie, toute aile de celle-ci qui s'y prête, y compris des partis dans leur ensemble, des débats et des confrontations qui ont pour but de faciliter des actions communes dans l'intérêt de classe des salarié(e)s et des opprimé(e)s.

Ces opérations sont certes facilitées par une modification des rapports de force qui rendrait trop coûteux leur refus péremptoire par les réformistes. Elles peuvent faciliter des différenciations au sein de la social-démocratie. Mais indépendamment de cette logique, il faut se battre de manière résolue pour que le dialogue s'engage et se poursuive, pour qu'une « troisième composante » du mouvement ouvrier organisé soit reconnue de fait, à la gauche de la social-démocratie et des partis néoréformistes.

Cet objectif n'est ni tactique ni conjoncturel. Il est stratégique et de longue durée. Il est étroitement lié à notre conception fondamentale de l'auto-organisation du prolétariat, qui débouche sur notre conception de la prise du pouvoir. ()

Combiner ces deux « cultures », voilà la tâche des marxistes révolutionnaires aujourd'hui à l'égard de la social-démocratie.

21 septembre 1993

Notes :

1. La législation sociale permet d'étendre aux couches de salarié(e)s les plus faibles et les moins organisés les conquêtes que les secteurs les plus forts peuvent arracher pour eux mêmes.
2. Il y a sans doute une tradition opposée au sein du mouvement ouvrier, mais à l'exception de quelques pays, elle est restée très minoritaire.
3. Le livre d'Eduard Bernstein *Evolutionary Socialism* (Le socialisme évolutionniste) parut en 1899.
4. La contre-révolution de 1965 causa sans doute la mort d'un million de personnes en Indonésie.
5. La manière dont on organisa l'amnistie des tortionnaires des dictatures chilienne et argentine en dit long à ce sujet.
6. Le malheureux Allende et le général Prats qui l'appuyait se fièrent jusqu'à la dernière minute à la « tradition constitutionnelles » des chefs de l'armée. Ils ne voulurent pas « diviser » celle-ci. Ils en introduiront même quatre au sein du gouvernement d'Unité populaire. Ils payèrent cette illusion de leur vie. Cf. Carlos Prats, *Il soldado di Allende*, Rome 1987.
7. Surtout dans *Réforme et révolution* et dans ses écrits sur la grève de masse, Trotsky en fit de même dans *Bilan et perspectives*, Gramsci dans ses écrits dans *Ordine Nuovo*.
8. D'un point de vue marxiste redistribution du revenu national ne doit pas être confondue avec « redistribution de la plus-value ». Par définition, toute part du revenu national qui va aux salaires directs et indirects fait partie du capital variable et non de la plus-value.
9. Rappelons à ce sujet l'action exemplaire des salarié(e)s suédois en 1905 pour empêcher la bourgeoisie de ce pays de ne pas contraindre par la force le peuple norvégien à renoncer à l'indépendance nationale ; les grèves de solidarité avec la jeune Russie soviétique des travailleurs de Berlin et de Vienne de janvier 1918, contre la paix de rapine imposée par l'impérialisme allemand et autrichien à Brest-Litovsk ; la mobilisation générale de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier britannique en 1920 pour empêcher une intervention militaire en Pologne afin d'écraser l'Armée Rouge et la Russie des soviets ; la large mobilisation de la classe ouvrière

- internationale, y compris soviétique, en appui des travailleurs espagnols en 1936 ; la mobilisation enthousiaste de la classe ouvrière cubaine avec l'Angola et l'Éthiopie contre les bandits semi-fascistes, lutte il est vraie déviée par la direction castriste dans le cas de l'Éthiopie vers l'appui à une dictature militaire répressive et indéfendable.
10. Dans son livre « La Démocratie nouvelle », publié en 1940, Mao a défendu l'idée d'un État (et donc aussi d'une armée) en partie prolétarien et en partie non-prolétarien. Mais sa pratique c'est opposée à cette théorie. Il a maintenu de fait l'indépendance de son armée, ce qui a en définitive permis la victoire de la révolution chinoise. Ce n'est qu'au cours de la révolution culturelle qu'il a finalement rectifié le tir théorique et admis que la République Populaire de Chine fut, dès sa proclamation en 1949, une dictature du prolétariat (nous ajouterons : très bureaucratisée dès le départ). Mais en Indonésie, la direction du PC adoptait la théorie de la « Démocratie Nouvelle » avec le plein appui de Mao. Ils considérèrent l'armée du général Suharto comme une armée des deux classes. Il payeront pour cette erreur de leur vie et de celle d'innombrables communistes, ouvriers, intellectuels, paysans pauvres
 11. [Du nom du dirigeant syndicaliste socialiste wallon, fondateur du Mouvement populaire wallon, André Renard (1911-1962) ndlr.]
 12. Voir à ce sujet notre ouvrage *The Long Waves of Capitalist Development* [« Ondes longues du développement capitaliste » dont l'édition en langue française, prévue par les éditions Page deux de Lausanne, est toujours en attente une contribution essentielle d'Ernest Mandel à la critique marxiste de l'économie politique ; Pour une présentation en langue française de cette théorie et son application à l'analyse du capitalisme actuel, cf. Claudio Katz, *Étape, phase et crises (ou les singularités du capitalisme actuel)*, Inprecors n° 478/479 de janvier-février 2003. ndlr].
 13. Voir notre article *Maastricht : autopsie d'un échec*, Inprecors n° 372 de septembre 1993.
 14. Enzo Biaggi, *La disfatta De Nenni e compagni a Craxi e compagni*, Rizzoli, Milan 1993, traite en détail du cas Craxi. Notre camarade Hans-Jürgen Schulz a traité du scandale plus limité mais analogue de la coopérative du logement ouest-allemande contrôlée par des apparatchiks du SPD : *Die Ausplünderung der Neuen Heimat*, Frankfurt/M. 1987, isp-Verlag, (isp-pocket 28).
 15. Nous ne croyons pas que les masses ne se trompent jamais. Mais la même remarque s'applique également aux experts, technocrates, idéologues, chefs politiques. Que les masses ont souvent raison contre tous ceux-là, voilà ce qu'illustre bien le cas du Chili. Alors que le jour du coup de Pinochet les masses réclamèrent des armes elles les avaient en vain réclamées aussi les semaines précédentes, les chefs répondirent : « Restez dans les usines et ne vous laissez pas provoquer ». On connaît la suite.
 16. [Ajoutons à ce propos, que même lorsque la social-démocratie a décidé finalement d'imposer la semaine de 35 heures tel le gouvernement de Lionel Jospin en France après 1997 elle l'a fait dans le cadre de son attachement au consensus avec le Grand Capital. Les « lois Aubry » du gouvernement Jospin ont ainsi savamment mélangé la réduction du temps de travail et la modification des conditions du travail dans le sens de l'intensification de l'effort des salarié(e)s. Ce faisant ces lois n'ont eu qu'un faible impact sur la réduction du chômage. Se sentant floué(e)s, les salarié(e)s n'ont pas voté en faveur de celui qui prétendait être « leur bienfaiteur » lors de la présidentielle de 2002 ndlr.]
 17. Pour bien marquer la nuance de plus en plus réduite entre le centre-gauche et le centre-droite le SPD s'est choisi comme nouveau Geschäftsführer (sorte de secrétaire général) un ex-dirigeant du parti libéral FDP. En France, dans un livre qui a fait sensation, Edwy Plenel a révélé l'utilisation des services secrets et les atteintes aux libertés démocratiques pratiqués par l'Élysée sous Mitterrand.
 18. Les formules de « capitalisme organisé », « capitalisme d'État », « capitalisme monopolistique » ne sont que des paraphrases de « l'économie mixte ». Sous le couvert d'un langage « marxiste », elles présupposent toutes, contre l'opinion explicite de Marx, qu'il peut y avoir un « capitalisme » sans que les lois de développement de ce système ne restent en vigueur. Tous les dirigeants de la social-démocratie proclament péremptoirement que le règne du marché est « inévitable ». Il s'agit seulement d'en limiter les « excès ».
 19. C'est notamment le cas d'Agnelli, chef de la FIAT, et du lord Lawson, ex-ministre de M. Thatcher (Republica du 4 septembre 1993, The Times du 1 septembre 1993).
 20. Le Monde du 13 septembre 1993. A quel point l'augmentation et non la réduction des dépenses d'enseignement est urgente, voilà ce qui se dégage d'un rapport de l'Educational Testing Service de Princeton. Il révèle que près de la moitié des adultes des USA sont illettrés ou semi-illettrés (Time magazine, 20 septembre 1993).

21. L'explosion des dépenses de santé est beaucoup plus prononcée aux États-Unis où le système de santé est largement privé (Le Monde du 14 septembre 1993).
22. Les chiffres officiels du chômage sont fortement inférieurs à la réalité car ils n'incluent pas ceux et celles exclus des avantages de l'assurance-chômage, souvent à l'initiative des ministres « socialistes ».
23. La Stampa du 8 septembre 1993 et Il Manifesto du 11 septembre 1993.
24. L'Unita du 17 septembre 1993.
25. Selon un rapport récent de la Banque Mondiale, à la fin des années 1980, les 20 % des habitant(e)s d'Amérique latine les plus pauvres ne reçurent que 4 % du revenu national, 32 % vécurent en dessous du seuil de la pauvreté, contre 22 % dix ans plus tôt.
26. Voir notamment : Le Figaro du 1 juillet 1993 pour Rocard, l'article de Sole Tura dans El Pais, reproduit dans De Morgen du 30 avril 1993, l'article de Robert Voor Hamme dans De Morgen du 3 avril 1993.
27. Rocard parle de la manière la plus vague et mystificatrice d'un « vaste mouvement ouvert et moderne, extraverti, riche de sa diversité et même l'encourageant, un mouvement qui fédère tous ceux qui partagent les mêmes valeurs de solidarité, le même objectif de transformation » (La Figaro du 1 juillet 1993). « Valeurs de solidarité » sans mettre en question les lois du marché et de la rentabilité ? Qu'on nous fasse un dessin !
28. Le record est battu par Helmut Kohl qui prône la prolongation de la durée du travail annuelle comme remède à la cause, c'est-à-dire au chômage !
29. Au Chili, le revenu par tête d'habitant a diminué de 15 % sous le régime néolibéral. Les dépenses pour la santé furent réduites de 29 dollars par habitant(e) en 1973 à 11 dollars en 1988. 20 % de la population reçoivent 81 % du revenu national.
30. Die Zeit (hebdomadaire) du 17 septembre 1993.
31. Voir le livre Il Ccranio di Ccrstonballo Evoluzione della specie e spiritualismo de Giacomo Scarpelli (Bollati Boruinghieri, Torino 1993).
32. Nous parlons d'un échec partiel car les luttes de classe internationales ont tout de même puissamment contribué à la survie de la Russie des soviets.
33. Selon le Sunday Telegraph sept anciens ministres conservateurs sont entrés dans les conseils d'administration des grands trust de la City : les lords Prior, Moore, Young, Walher, Lawson, Fowler et Lamond.
34. Parmi les amples mouvements de masse mentionnons les manifestations contre les fusées Pershing aux Pays-Bas et en Belgique, sans doute les plus amples dans l'histoire de ces pays ; les impressionnantes manifestations de masse anti-austérité en Italie et, dans un contexte politique différent, le million de femmes descendues dans la rue aux États-Unis pour défendre le droit à l'avortement contre un verdict de la Cour Suprême.[didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)